C.4

Catalogue 85-002

Juristat

Service Bulletin
Bulletin de service

Statistics Canada
Statistique Canada

Canadian Centre for Justice Statistics
Centre canadien de la statistique juridique

LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

Price: Canada $3.70, $37.00 a year.
Other countries: $4.40, $44.00 a year.

Vol. 10 No. 1

Sentencing in Youth Courts, 1984-85 to 1988-89

The introduction of the *Young Offenders Act* (*YOA*) in April 1984 significantly altered the scope, court procedures and types of dispositions handed down by courts administering youth justice in Canada. For example, youths may now be charged only for offences applicable to adults, thereby eliminating such status offences as "sexual immorality" which existed under the *Juvenile Delinquents Act*. The *YOA* allows alternatives to judicial proceedings, emphasizes the protection of individual rights, and limits judicial discretion by clearly defining sentencing options and by setting maximum penalties. It also gives the Court greater control over the application and review of dispositions.

1. DISPOSITIONS UNDER THE *YOA*

Youth courts may sentence a young person found guilty of an offence to:

- a term of open or secure custody for no longer than 2 years (3 years for more serious offences);
- detention for treatment in a hospital or other appropriate facility;
- probation for up to 2 years;
- a fine of up to $1,000;
- compensation by payment in kind or by way of personal service for loss or damage to property, loss of income or support or for special damages for personal injury suffered as a result of an offence;
- restitution of any property obtained as a result of an offence;
- pay the innocent purchaser;
- community service work;
- seizure or forfeiture of illegal goods or a prohibition;

January 1990
ISSN 0715-271X

Prix: Canada $3.70, $37.00 par année.
Autres pays: $4.40, $44.00 par année.

Vol. 10, Nº 1

Les décisions rendues par les tribunaux de la jeunesse, 1984-85 à 1988-89

La *Loi sur les jeunes contrevenants* (*LJC*), adoptée en avril 1984, a considérablement modifié la portée, les procédures judiciaires et les genres de décisions rendues par les tribunaux chargés de l'administration de la justice pour les jeunes au Canada. Par exemple, les adolescents peuvent dorénavant être accusés uniquement pour les infractions qui s'appliquent aux adultes, éliminant ainsi les infractions comme celle "d'immoralité sexuelle" aux termes de la *Loi sur les jeunes délinquants*. La *LJC* prévoit des mesures de rechange aux instances préliminaires, insiste sur la protection des droits individuels et limite le pouvoir judiciaire discrétionnaire en déterminant clairement les décisions pouvant être prononcées et en établissant des peines maximales. Elle accorde au tribunal la compétence de l'exécution et de la révision des décisions.

1. DÉCISIONS EN VERTU DE LA *LJC*

Lorsqu'un adolescent est trouvé coupable d'une infraction, le tribunal de la jeunesse peut prononcer les décisions suivantes:

- placement sous garde en milieu ouvert ou en milieu fermé pour une période n'excédant pas deux ans (trois ans pour les infractions plus graves);
- détention pour traitement dans un hôpital ou un autre établissement approprié;
- probation pour une période ne dépassant pas deux ans;
- amende maximale de $1,000;
- indemnisation soit en nature soit en services pour perte de biens ou dommages causés à ceux-ci, soit pour perte de revenu ou de soutien soit pour dommages spéciaux afférant à des lésions corporelles résultant d'une infraction;
- restitution des biens obtenus à la suite d'une infraction;
- remboursement à l'acquéreur de bonne foi;
- exécution d'un travail communautaire;
- interdiction, saisie ou confiscation des biens obtenus à la suite d'une infraction;

Janvier 1990
ISSN 0715-271X

Published under the authority of the Minister of Regional Industrial Expansion and the Minister of State for Science and Technology

Publication autorisée par le ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'Etat chargé des Sciences et de la Technologie

- any other reasonable and ancillary conditions deemed advisable by the youth court;
- absolute discharge; and
- any combination of these penalties not to exceed a maximum of two years for one offence (three years for more serious offences) or three years in custody for multiple offences.

In no case will a young person be subject to a penalty greater than the maximum an adult could receive for a similar offence.

2. THE COLLECTION OF DATA

The Youth Justice Program of the Canadian Centre for Justice Statistics collects information on young persons involved in the justice system in Canada. The Youth Court Survey (YCS) generates statistical information on three types of counts: charges, cases and persons. The survey is intended to be a census of *Criminal Code* and other federal statute charges heard in youth courts in provinces and territories participating in this survey.

3. DATA COLLECTION LIMITATIONS

Since its inception in 1984-85, the major weakness of the Youth Court Survey has been the exclusion of Ontario court data. In addition, court data from the Northwest Territories have not been included since the 1986-87 fiscal year because of collection problems. Some courts that do participate in the Survey may also be undercounting the number of young persons, cases related to each person, or charges within each case reported. Whenever possible, the jurisdictions notify the Program of reporting problems or anomalies, but not all jurisdictions can verify the accuracy of Youth Court information. In most provinces/territories, including Quebec, the information systems, either manual or automated, are not capable of compiling counts comparable to those defined and reported by the YCS. It is expected that this situation will improve as automated information systems compatible with the YCS are put into place. Consequently, these data must be interpreted as indicative rather than definitive measures of volume and case characteristics. For this reason, statistics for young offenders are not analysed on a per capita basis.

4. COMPARISONS OVER TIME AND ACROSS JURISDICTIONS

In addition to the data collection concerns, comparisons over time and across provinces and territories must take into account factors which shape the implementation of the *Young Offenders Act*.

- imposition de toute autre condition raisonnable et accessoire estimée avisable par le tribunal de la jeunesse;
- libération inconditionnelle; et
- toute combinaison de ces peines ne devant pas excéder une durée de deux ans (trois ans pour les infractions plus graves), ou de trois ans sous garde, lorsqu'elles sont imposées relativement à deux infractions ou plus.

Un adolescent ne peut en aucun cas se voir imposer une peine plus grave que la peine maximale dont est passible l'adulte qui commet une infraction semblable.

2. LA COLLECTE DE DONNÉES

Le Programme de la justice pour les jeunes du Centre canadien de la statistique juridique recueille des renseignements relatifs aux adolescents dans l'appareil judiciaire au Canada. L'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) permet d'obtenir des renseignements statistiques sur les chefs d'accusation, les causes et les personnes. Les données sont tirées d'un recensement des chefs d'accusation entendus devant des tribunaux de la jeunesse relativement aux infractions au *Code criminel* et à d'autres lois fédérales dans les provinces et territoires qui participent à l'enquête.

3. LIMITES DE LA COLLECTE DES DONNÉES

La principale faiblesse de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, depuis sa mise sur pied en 1984-85, est l'exclusion des données sur les tribunaux de l'Ontario. De plus, les données sur les tribunaux des Territoires du Nord-Ouest sont exclues depuis l'exercice financier 1986-87 en raison des problèmes de collecte des données Il se peut également que certains tribunaux qui participent à l'enquête sous-estiment le nombre d'adolescents, de causes liées à chaque personne ou d'accusations portées dans chaque cause. Dans la mesure du possible, les secteurs de compétence informent les responsables du Programme des problèmes de déclaration ou des anomalies. Toutefois, ce ne sont pas tous les secteurs de compétence qui peuvent confirmer l'exactitude des données de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse. Dans la plupart des provinces et territoires, y compris le Québec, les systèmes d'information, soit manuels soit automatisés, ne permettent pas de compiler des comptes comparables à ceux définis et diffusés par l'ETJ. Il est vraisemblable que cette situation s'améliorera à mesure que des systèmes d'information automatisés compatibles avec l'ETJ seront mis en place. Par conséquent, ces données doivent être considérées comme des indicateurs plutôt que comme des mesures définitives du nombre de causes et des caractéristiques des causes. Pour cette raison, les statistiques relatives aux jeunes contrevenants ne sont pas analysées selon le taux par habitant.

4. COMPARAISONS DANS LE TEMPS ET ENTRE LES SECTEURS DE COMPÉTENCE

En plus des questions relatives à la collecte des données, les comparaisons dans le temps et entre les secteurs de compétence doivent tenir compte des facteurs qui façonnent la mise en oeuvre de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. Les

Amendments to the legislation; screening procedures used to determine who will appear in youth courts; and programs available to give effect to the dispositions defined in the *Act* are some examples of factors which may explain changes over time and differences across jurisdictions in the data. Several of these factors are described below.

In April 1984, Parliament set 12 years of age as the minimum age that young persons could be charged under the *YOA*. However, the maximum age was allowed to continue to vary, from 17 in Quebec and Manitoba, to 16 in British Columbia and Newfoundland, to 15 in all other provinces and territories. In April 1985, a maximum age of 17 (meaning up to the 18th birthday) was uniformly established in all provinces and territories. This has had the effect of increasing the volume of cases, and changing the profile of young persons appearing in youth courts.

A 1986 amendment made failure to comply with community dispositions a punishable offence under the *Young Offenders Act*. The dispositions referred to are fines, probation, community service orders and "other reasonable and ancillary conditions". As a result, some matters previously dealt with as reviews and not counted in the Survey, are now captured. Since these offences account for nearly all the *YOA* offences, the large increases in counts of *YOA* offences since 1986-87 are explained by the amendment.

The role of the provincial and territorial governments is to establish and direct procedures used to administer and enforce the *YOA*. Procedural differences between these governments do influence the volume and characteristics of cases across the jurisdictions. For example, jurisdictions vary in availability of Alternative Measures (programs with a purpose to avoid a court appearance) and certain court dispositions. And, the type of pre-screening procedures within each jurisdiction will affect the number of youths appearing in the courts.

Since the primary objective of this analysis is to describe sentencing patterns, it is necessary to examine comparable data, that is, youths defined by the same minimum and maximum age limits. Clearly, 1984-85 must be excluded from our comparisons to the current year, and 1985-86 as well because the data may refer to cases defined by differing maximum age limits. This occurs because cases commenced in one fiscal year (e.g., 1984-85) may be completed and reported in the following fiscal year (e.g., 1985-86). In effect, the increase in volume due to the higher maximum age limit in 1985-86 is dampened by this carry-over. For these reasons the base year for this report is 1986-87 rather than 1985-86.

amendements à la législation, les procédures de triage qui déterminent la comparution devant les tribunaux de la jeunesse, ainsi que les programmes disponibles aux fins de l'exécution des décisions prévues par la *Loi*, sont quelques exemples de facteurs qui pourraient expliquer les changements dans le temps et les différences dans les données entre les secteurs de compétence. Quelques-uns de ces facteurs sont décrits ci-après.

En avril 1984, le Parlement fixait à 12 ans l'âge minimal auquel un adolescent pouvait être accusé en vertu de la *LJC*. Cependant, l'âge maximal pouvait varier; il était fixé à 17 ans au Québec et au Manitoba, à 16 ans en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve et à 15 ans dans le reste des provinces et territoires. En avril 1985, l'âge maximal a été établi à 17 ans (c.-à-d. jusqu'au 18e anniversaire) de façon uniforme dans l'ensemble des provinces et territoires. Les dispositions ont occasionné une augmentation du nombre des causes et ont modifié le profil des adolescents comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse.

En vertu d'un amendement apporté à la *Loi sur les jeunes contrevenants* en 1986, le défaut de se conformer à une décision ordonnant un travail au profit de la collectivité tel une amende, une ordonnance de probation, une ordonnance de travail communautaire ainsi que "tout autre condition raisonnable et accessoire", était considéré comme une infraction punissable. En conséquence, certaines questions traitées auparavant comme des examens, dont on a pas tenu compte dans l'Enquête, sont maintenant recueillies. Puisque ces infractions représentent la presque totalité des infractions tombant sous le coup de la *LJC*, la modification explique les fortes augmentations des nombres enregistrées des infractions en vertu de la *LJC* depuis 1986-87.

Le rôle des administrations provinciales et territoriales consiste à établir et à diriger les procédures destinées à administrer et à mettre en application la *LJC*. Les différences de procédures entre ces administrations ont un effet sur le volume et les caractéristiques des causes dans les secteurs de compétence. Par exemple, les programmes de mesures de rechange offerts dans le but d'éviter les comparutions devant le tribunal de même que certaines décisions du tribunal varient selon les secteurs de compétence. Le genre de procédures de présélection dans chaque secteur de compétence aura une incidence sur le nombre d'adolescents comparaissant devant les tribunaux.

Puisque cette analyse a pour objet de décrire les tendances au niveau des jugements, il est nécessaire d'examiner des données comparables, c.-à-d., des jeunes dont les niveaux d'âge minimal et maximal sont les mêmes. Il faut donc exclure 1984-85 de nos comparaisons avec l'année actuelle, ainsi que 1985-86, parce que les données pourraient se rapporter à des cas dont les niveaux d'âge maximal sont différents. Cette situation existe parce que des cas entamés au cours d'un exercice financier (par ex., 1984-85) peuvent être terminés et reportés au cours de l'exercice suivant (par ex., 1985-86). En conséquence, ce reportage amortit l'augmentation du nombre de cas due au niveau d'âge maximal plus élevé en 1985-86. C'est pourquoi l'année de base est 1986-87 plutôt que 1985-86.

5. A PROFILE OF YOUNG OFFENDERS AND YOUTH COURT ADJUDICATION

Who appears in Youth Courts?

In 1988-89, 35,094 young persons appeared in youth courts. This number changed little between 1986-87 and 1988-89. (See Figure 1 for the current age and sex profile.)

Over 80% of young persons appearing in youth courts are male (Table 1). Since the introduction of the uniform maximum age provisions in April 1985, the proportion of young persons 16 years of age or older has increased dramatically as expected. Youths older than 17 years, in particular, rose. The increase may be linked to the 1986 amendment to the *YOA* which made failure to comply with any dispositions of the youth court, except detention for treatment or a custody disposition, a chargeable offence. Most young offenders over 17 return to youth court for a failure to comply with a disposition. In 1988-89, 59% of those over 17 faced this charge (see Table 3 of the Program's "The Young Offender in Canada, A Statistical Profile for 1988-89"). Not all failures to comply with court dispositions are reported as *YOA* offences; escape from custody or being unlawfully at large, for example, continue to be reported in our tables as an "Other" *Criminal Code* offence.

What kinds of offences are youth charged with?

The type of charges facing approximately two-thirds of young persons appearing in youth courts are property offences (see Table 2). Over the period of 1986-87 to 1988-89, 16% of youths charged had to face a charge for a violent offence, with or without another type of charge. Young persons charged with other *Criminal Code* offences account for approximately 10%, *YOA* for 4%; drug related offences for 5%; and other federal statute infractions, such as those against the *Unemployment Insurance Act* for about 1%.

The distribution of offences has shifted between 1986-87 and 1988-89. Property and drug related offences, as the most serious charge, have declined in both absolute and relative terms, while there were major increases in *YOA* offences, and other federal statute infractions, and a moderate increase in violent offences.

5. PROFIL DES JEUNES CONTREVENANTS ET JUGEMENTS RENDUS DANS LES TRIBUNAUX DE LA JEUNESSE

Qui comparaît devant les tribunaux de la jeunesse?

En 1988-89, 35,094 adolescents ont comparu devant les tribunaux de la jeunesse. Entre 1986-87 et 1988-89, ce nombre a peu varié (voir la figure 1 pour obtenir le profil actuel du contrevenant selon l'âge et le sexe).

Plus de 80% des adolescents comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse sont de sexe masculin (tableau 1). Tel que prévu, depuis l'adoption, en avril 1985, des dispositions de la *LJC* relativement à l'âge maximal uniforme, la proportion d'adolescents âgés de 16 ans et plus a augmenté de façon considérable, particulièrement ceux âgés de plus de 17 ans. Cet accroissement est peut-être attribuable à l'amendement apporté en 1986 à la *LJC*, selon lequel le défaut de se conformer à toute décision rendue par le tribunal de la jeunesse, sauf détention pour traitement ou une décision de placement sous garde, est une infraction punissable. La plupart des jeunes contrevenants âgés de plus de 17 ans retournent devant les tribunaux de la jeunesse pour défaut de se conformer à une décision. En 1988-89, cette accusation a été portée contre 59% des adolescents âgés de plus de 17 ans (voir le tableau 3 de la publication "Le jeune contrevenant au Canada, Un profil statistique de 1988-89", produite par le Programme). Un défaut de se conformer aux décisions du tribunal n'est pas nécessairement considéré comme une infraction à la *LJC*; par exemple, le fait de s'évader d'un établissement de détention ou de se trouver en liberté sans excuse continue d'être rapporté dans nos tableaux comme une infraction "autre" au *Code criminel*.

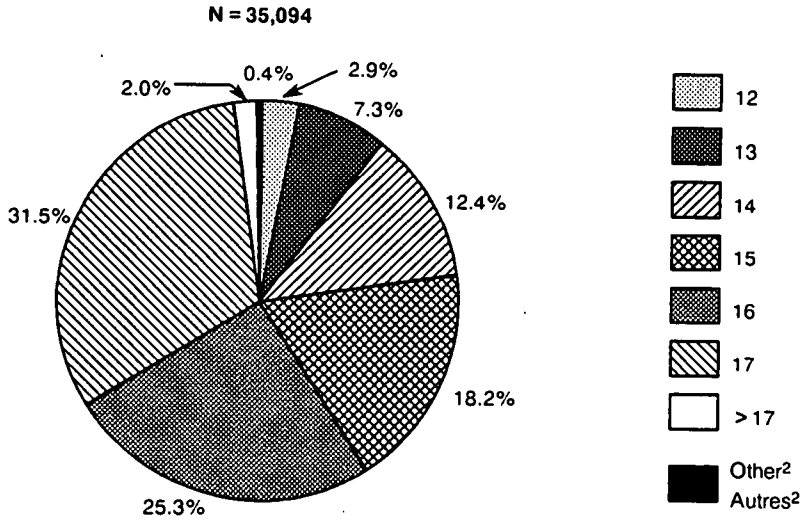
Quels genres d'accusations sont portées contre les adolescents?

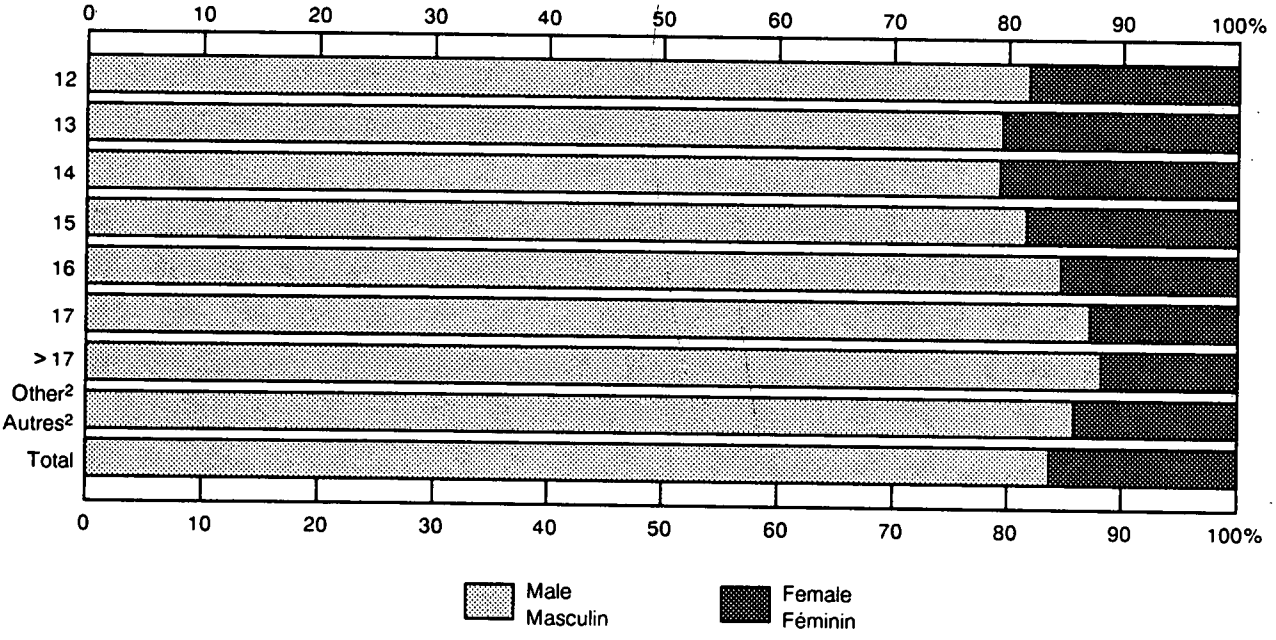
Le genre d'accusation portée contre presque les deux tiers des adolescents comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse sont liées à des infractions contre la propriété (voir tableau 2). Pour la période 1986-87 à 1988-89, 16% des jeunes accusés se sont vu imputer une accusation contre la personne, avec ou sans un autre genre d'accusation. Les adolescents accusés de diverses autres infractions au *Code criminel* représentent environ 10%, les infractions à la *LJC*, 4%, les infractions relatives aux drogues, 5%, et les infractions à d'autres lois fédérales comme la *Loi sur l'assurance-chômage*, environ 1%.

La répartition des infractions a subi un décalage entre les années 1986-87 et 1988-89. En tant qu'infractions les plus graves, les infractions contre la propriété et les infractions relatives aux drogues ont enregistré un déclin en termes absolus et relatifs. Par ailleurs, on a enregistré une forte augmentation du nombre d'infractions à la *LJC* et à d'autres lois fédérales, et une augmentation moyenne de crimes contre la personne.

Figure 1
Percentage Distribution of Young Persons[1] Appearing in Youth Courts by Age and Sex, 1988-89

Figure 1
Pourcentage des jeunes personnes[1] comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse selon l'âge et le sexe, 1988-89





[1] *Excludes Ont. and N.W.T. Calculations are subject to rounding error.*
[2] *Refers to all other young persons, including those for whom age is unknown.*
Reference: Table 1

[1] *Ont. et T.-N.-O. sont exclus. Des erreurs d'arrondissement peuvent influer sur les calculs.*
[2] *Désigne toute autre jeune personne, y compris celles pour qui l'âge est inconnu.*
Référence: Tableau 1

How many young persons are found guilty?

Over the period of 1986-87 to 1988-89, approximately 80% of young persons appearing in youth courts are found guilty of at least one charge. About 14% have the proceedings stayed or withdrawn, 4% are found not guilty or have the charges dismissed, and less than 1% are transferred to adult court or incur other decisions (see Figure 2 for the current profile). The majority of youths found guilty of at least one offence are 15 to 17 years of age. Fifteen year-olds accounted for 19% of young offenders, 16-year-olds for 26%, and 17-year-olds for 31% (Table 3).

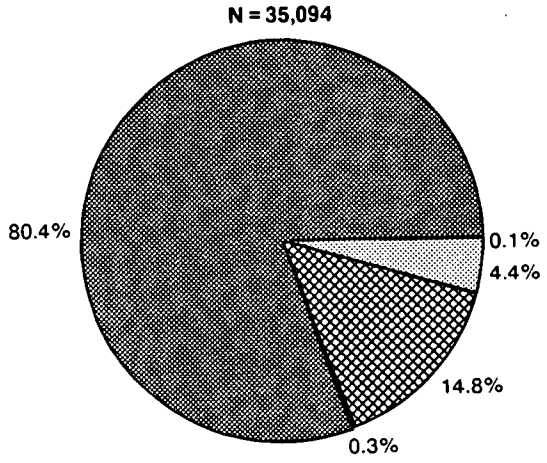
Young persons charged with other federal statute offences as the most serious charge are more likely to be found guilty than young persons charged with other types of offences (Table 2). Over the period of 1986-87 to 1988-89, the conviction rate of young persons charged with other federal statutes was 86%, followed closely by drug-related offences at 85%. Youths charged with a property offence are slightly more likely to be found guilty as those charged with violent offences and other *Criminal Code* offences. Young persons charged with a *YOA* offence are least likely to be found guilty and more likely to have proceedings stayed or withdrawn than are those charged with other types of offences. Twenty-eight percent of persons

Combien d'adolescents sont déclarés coupables?

Pour la période de 1986-87 à 1988-89, à peu près 80% des adolescents comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse sont trouvés coupables d'au moins une infraction. Environ 14% d'entre eux bénéficient d'un retrait ou d'un arrêt des procédures et 4% sont déclarés non coupables ou voient les accusations rejetées. Dans moins de 1% des cas, la cause est transférée à un tribunal pour adultes ou un autre jugement est rendu (voir la figure 2 pour le profil actuel). La majorité des adolescents trouvés coupables d'au moins une infraction sont âgés de 15 à 17 ans. Les personnes âgées de 15 ans représentaient 19% des jeunes contrevenants, celles âgées de 16 ans, 26%, et celles âgées de 17 ans, 31% (tableau 3).

Les jeunes personnes ayant comme accusation la plus grave une infraction aux autres lois fédérales sont plus susceptibles d'être déclarées coupables que les jeunes personnes accusées d'autres genres d'infraction (tableau 2). De 1986-87 à 1988-89, le taux de jeunes déclarés coupables d'infractions aux autres lois fédérales était de 86%, suivi de près par les infractions relatives aux drogues (85%). Les jeunes accusés d'infractions contre la propriété sont un peu plus susceptibles d'être déclarés coupables que ceux accusés d'infractions contre la personne, ou d'autres infractions au *Code criminel*. Les jeunes personnes accusées d'infractions contre la *LJC* sont moins susceptibles d'être déclarées coupables que celles accusées d'autres genres d'infractions et plus susceptibles d'avoir les procédures suspendues ou retirées. Les

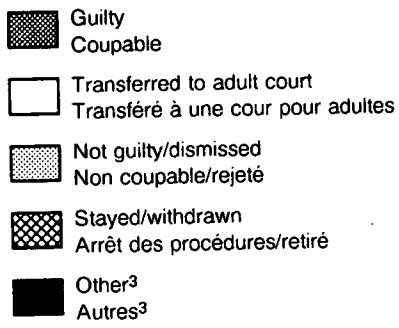
Figure 2
Percentage of Young Persons[1] Appearing in Youth Courts by Most Serious Decision[2], 1988-89



[1] *Excludes Ont. and N.W.T. Calculations are subject to rounding error.*
[2] *Refers to the most significant decision for the young person. See Table 2, footnote 2 for the definition.*
[3] *Includes those transferred to other jurisdictions, given an absolute discharge and all other types of decisions.*

Reference: Table 2

Figure 2
Pourcentage des jeunes personnes[1] comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse selon le jugement le plus grave[2], 1988-89



[1] *Ont. et T.-N.-O. sont exclus. Des erreurs d'arrondissement peuvent influer sur les calculs.*
[2] *Désigne le jugement le plus important pour la jeune personne. Voir la note 2 du tableau 2 pour la définition.*
[3] *Y compris celles qui sont transférées à une autre juridiction, celles qui ont bénéficié d'une libération inconditionnelle et toutes les autres décisions.*

Référence: Tableau 2

charged with a *YOA* offence had proceedings stayed or withdrawn, compared to 10% to 15% of those charged with all other offences.

What type of disposition do young offenders receive?

In 1988-89, half of the young offenders received a term of probation, with or without accompanying conditions or an additional disposition (Table 3). Some 16% received fines, 10% received terms of secure custody, and another 10% received open custody. Approximately 7% were assigned community service orders as the most serious disposition, and the remaining 6% either received an absolute discharge or another type of disposition.

The years between 1986-87 and 1988-89 witnessed a relative growth in the proportion of young offenders to serve "other" dispositions (up 63%), terms of open custody (up 11%), community service orders (up 8%) and fines (up 4%). By contrast, there was during the same period a relative decline in the proportion of youth receiving secure custody (down 1%), probation (down 2%), absolute discharge (down 21%), and community dispositions such as compensations, restitution or payment to the purchaser of stolen property (down 14%). Detention for treatment continues to be very rarely used.

Young offenders 15 years old and under are more likely to receive a term of probation and less likely to receive fines than older youths (see Figure 3 for the current profile). Young offenders aged 16 or 17 represent two-thirds of all youths serving a secure custody order. In keeping with both the spirit and the letter of the *YOA*, few 12 or 13-year-olds are ordered to secure custody. By contrast, almost 45% of all youths held in open custody are under 16.

How often do young offenders receive more than one disposition?

The Youth Court judge may order more than one disposition to a young offender. As a result, there are various combinations of possible dispositions. As shown in Table 4, in 1988-89, community service orders are more likely to be assigned with another disposition, such as probation, than alone. Approximately half of all cases involving custody orders (secure and open) or probation conditions include an additional disposition. By contrast, fines are more likely to be issued alone than with other dispositions. These patterns are consistent over time.

procédures ont été arrêtées ou retirées chez 28% des adolescents accusés d'avoir commis une infraction à la *LJC*, contre 10% à 15% chez ceux accusés de tous les autres genres d'infraction.

Quels genres de décisions sont prononcées à l'endroit des jeunes contrevenants?

En 1988-89, la moitié des jeunes contrevenants ont fait l'objet d'une ordonnance de probation assortie ou non de conditions ou d'une autre décision (tableau 3). Environ 16% ont dû payer une amende, 10% ont été placés sous garde en milieu fermé et 10% ont été placés sous garde en milieu ouvert. À peu près 7% se sont vu imposer, comme décision la plus importante, une ordonnance d'exécution d'un travail communautaire. Le reste des jeunes contrevenants (6%) se sont vu accorder une libération inconditionnelle ou un autre genre de décision.

Entre les années 1986-87 et 1988-89, on a enregistré une hausse relative de 63% de la proportion de jeunes contrevenants assujettis à des décisions "autres". La proportion des placements sous garde en milieu ouvert a augmenté de 11%, les ordonnances de travail communautaire de 8%, et les amendes de 4%. Par ailleurs, pour la même période, la proportion de jeunes assujettis à une ordonnance de placement sous garde en milieu fermé a connu un déclin relatif de 1%, tout comme les ordonnances de probation (2%), les libérations inconditionnelles (21%), et les décisions d'ordre communautaire, notamment les indemnisations, les restitution ou les remboursement à l'acquéreur des biens volés (14%). La détention pour traitement n'est utilisée que très rarement.

Les jeunes contrevenants de 15 ans et moins sont plus susceptibles d'obtenir une ordonnance de probation que ceux plus agés et moins susceptibles de se voir imposer des amendes (voir la figure 3 pour le profil actuel). Les jeunes contrevenants âgés de 16 et 17 ans représentent les deux tiers de tous les adolescents qui sont placés sous garde en milieu fermé. Peu de jeunes âgés de 12 et 13 ans sont placés sous garde en milieu fermé conformément à la *LJC*. Par contre, près de 45% de tous les adolescents placés sous garde en milieu ouvert sont âgés de moins de 16 ans.

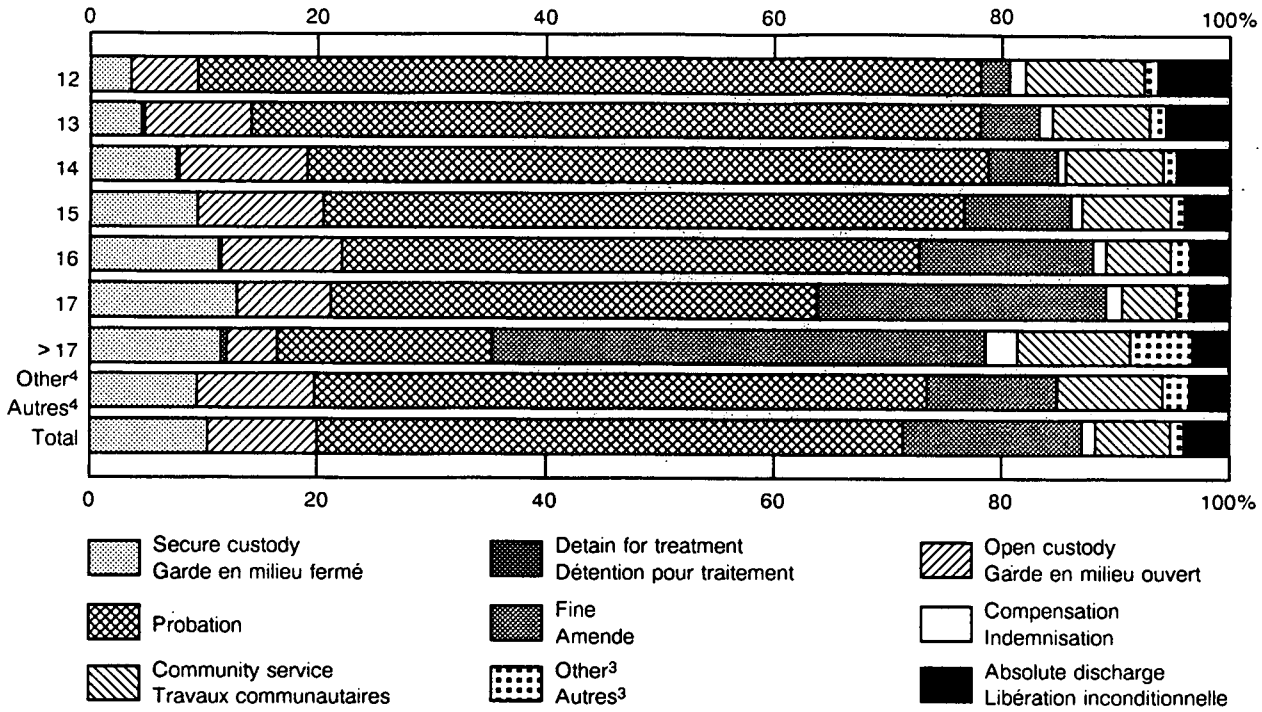
Un jeune contrevenant peut-il faire l'objet de plus d'une décision?

Le juge d'un tribunal de la jeunesse peut imposer plus d'une décision à un jeune contrevenant dans une même cause. Pour cette raison, il existe diverses combinaisons de décisions possibles (voir le tableau 4). En 1988-89, les ordonnances d'exécution d'un travail communautaire sont plus susceptibles d'être assorties d'une autre décision, comme la probation, que d'être imposées seules. Près de la moitié de toutes les causes (comportant le placement sous garde en milieu fermé et en milieu ouvert) ou la probation comprennent une décision supplémentaire. Par ailleurs, les amendes sont plus susceptibles d'être imposées sans aucune autre décision. Ces tendances se sont maintenues dans le temps.

Figure 3
Percentage Distribution of Young Persons[1] Found Guilty by Most Serious Disposition[2] and Age, 1988-89

Figure 3
Pourcentage des jeunes personnes[1] reconnues coupables selon la décision la plus grave[2] selon l'âge, 1988-89

N = 28,228



[1] *Excludes Ont. and N.W.T. Calculations are subject to rounding error.*
[2] *Refers to most significant disposition for a person. See Table 3, footnote 2 for the definition.*
[3] *Includes prohibition, seizure, forfeiture and all other types of dispositions.*
[4] *Refers to all other young persons, including those for whom age is unknown.*

Reference: Table 3

[1] *Ont. et T.-N.-O. sont exclus. Des erreurs d'arrondissement peuvent influer sur les calculs.*
[2] *Désigne la décision la plus sévère rendue à l'égard d'une personne. Voir la note 2 du tableau 3 pour la définition.*
[3] *Y compris interdiction, saisie, confiscation et tout autre genre de décision.*
[4] *Désigne toute autre jeune personne, y compris celle pour qui l'âge est inconnu.*

Référence: Tableau 3

6. METHODOLOGICAL OVERVIEW

Survey reporting forms for charges laid against young offenders are completed by court clerks. In some jurisdictions, completed survey forms are mailed directly to the Canadian Centre for Justice Statistics, while others forward the collected data on tape.

All records are then submitted to an automated edit process. For those records that fail the edit process, values in data fields are checked against the original form, and, if problems still remain, follow-ups to the courts themselves or the central location points are made. Updated data fields are then re-submitted to the edit process.

6. SOMMAIRE DE LA MÉTHODOLOGIE

Les formulaires de déclaration des accusations portées contre les jeunes contrevenants sont remplis par les greffiers audienciers. Dans certains secteurs de compétence, les formulaires sont postés directement au Centre canadien de la statistique juridique - tandis que d'autres les font parvenir sur une bande magnétique.

Tous les enregistrements sont ensuite soumis à un contrôle automatique. Lorsqu'un enregistrement est rejeté au contrôle, les valeurs figurant dans les zones de données sont comparées à celles inscrites sur le formulaire initial et, si le problème persiste, on assure un suivi auprès des tribunaux ou des bureaux centraux de collecte. Les zones de données mises à jour font ensuite l'objet d'un autre contrôle.

Once all the data are error free, the records are retained in master charge files organized by fiscal year using the date of disposition. Two other files are derived from this master file: a person file is created by linking together records using the identifier code, date of birth and sex; a case file is created by linking together persons (identifier codes, date of birth and sex) with the same court code and date of first appearance. It is from these three files that tabulations are constructed and analysis carried out.

Lorsque tous les enregistrements sont exempts d'erreur, ils sont versés dans des fichiers principaux des accusations organisés par exercice financier. C'est la date à laquelle le tribunal a rendu une décision à l'égard d'une cause qui détermine pour quel exercice financier cette dernière doit être déclarée. Deux autres fichier sont ensuite élaborés à partir de ce fichier principal: un fichier des personnes est créé en couplant les enregistrements dont le code d'identification, la date de naissance et le sexe sont identiques; un fichier des causes est créé en couplant les accusations portées contre une personne (codes d'identification, date de naissance et sexe) dont le code de tribunal et la date de première comparution sont identiques. C'est à partir de ces trois fichiers qu'on établit les totalisations et qu'on effectue les analyses.

For Further Information

This Juristat does not convey all the available data concerning sentencing from the Youth Court Survey. For further information, please contact the Youth Justice Program, Canadian Centre for Justice Statistics, 19th Floor, R.H. Coats Building, Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, (613) 951-6648.

Renseignements supplémentaires

Le présent bulletin Juristat ne présente pas l'ensemble de données disponibles relatives aux décisions rendues par les tribunaux de la jeunesse. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, Programme de la justice pour les jeunes, 19e étage, Immeuble R.H. Coats, Parc Tunney, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, (613) 951-6648.

Table 1. Number of Young Persons Appearing in Youth Courts[1] by Age[2] and Sex, 1984-85 to 1988-89

Tableau 1. Nombre de jeunes personnes comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse[1] selon l'âge[2] et le sexe, 1984-85 à 1988-89

Age Âge		1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
Total	T	22,104	32,064	35,173	35,471	35,094
	M	18,583	27,075	29,598	29,905	29,410
	F	3,521	4,989	5,575	5,566	5,684
12	T	1,152	1,071	1,010	959	1,026
	M	915	884	824	782	840
	F	237	187	186	177	186
13	T	2,565	2,520	2,355	2,256	2,574
	M	2,025	2,002	1,878	1,785	2,048
	F	540	518	477	471	526
14	T	4,544	4,821	4,616	4,359	4,352
	M	3,666	3,904	3,694	3,494	3,452
	F	878	917	922	865	900
15	T	6,186	6,794	6,897	6,684	6,375
	M	5,131	5,573	5,713	5,531	5,201
	F	1,055	1,221	1,184	1,153	1,174
16	T	4,371	7,919	9,262	9,281	8,874
	M	3,847	6,836	7,866	7,860	7,509
	F	524	1,083	1,396	1,420	1,365
17	T	3,015	8,535	10,648	11,095	11,054
	M	2,760	7,517	9,299	9,712	9,623
	F	255	1,018	1,349	1,383	1,431
>17	T	37	192	300	798	704
	M	35	168	255	712	621
	F	2	24	45	86	83
Other[3] – Autre[3]	T	234	212	85	39	135
	M	204	191	69	29	116
	F	30	21	16	10	19

1 *Excludes Ontario for all years and the Northwest Territories since 1986-87. "Person" refers to a young person having one or more charges adjudicated during the fiscal year. Identifiers used to link charges to persons are the coded name, sex and date of birth.*

1 *Excluant l'Ontario pour toutes les années et les Territoires-du-Nord-Ouest depuis 1986-87. "Personne" désigne un adolescent inculpé d'un ou de plusieurs chefs d'accusations ayant fait l'objet d'une décision au cours de l'exercice financier. Les identificateurs utilisés pour relier les accusations aux personnes sont le code d'identification, le sexe et la date de naissance.*

2 *Refers to the age at the time the most significant charge was committed. See Table 2 footnotes for the definition of most significant charge.*

2 *Désigne l'âge au moment ou l'accusation la plus importante à être portée. Voir les notes du Tableau 2 pour la définition de l'accusation la plus importante.*

3 *Refers to all other young persons, including those for whom age is unknown.*

3 *Désigne toute autre jeune personne, y compris celle pour qui l'âge est inconnu.*

Table 2. Number of Young Persons Appearing in Youth Courts[1] by Most Serious Decision[2] and Most Serious Charge[3], 1984-85 to 1988-89

Tableau 2. Nombre de jeunes personnes comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse[1] selon le jugement le plus grave[2] et l'accusation la plus grave[3], 1984-85 à 1988-89

Most Serious Charge / L'accusation la plus grave		Total Young Persons / Total des jeunes personnes	Most Serious Decision – Le jugement le plus grave: Transfer to Adult Court / Transféré à une cour pour adultes		Guilty / Coupable		Not guilty/ dismissed / Non coupable/ rejeté		Stay of proceedings/ withdrawn / Arrêt des procédures/ retiré		Other[4] / Autres[4]	
		no. nbre	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%
Total	1984-85	22,104	137	0.6	18,254	82.6	695	3.1	2,950	13.3	68	0.3
	1985-86	32,064	103	0.3	26,352	82.2	1,216	3.8	4,326	13.5	67	0.2
	1986-87	35,173	77	0.2	28,827	82.0	1,507	4.3	4,715	13.4	47	0.1
	1987-88	35,471	66	0.2	28,757	81.1	1,419	4.0	5,178	14.6	51	0.1
	1988-89	35,094	50	0.1	28,228	80.4	1,534	4.4	5,187	14.8	95	0.3
Violent – Contre la personne	1984-85	2,936	55	1.9	2,265	77.1	161	5.5	450	15.3	5	0.2
	1985-86	4,539	31	0.7	3,628	79.9	307	6.8	561	12.4	12	0.3
	1986-87	5,259	35	0.7	4,135	78.6	337	6.4	746	14.2	6	0.1
	1987-88	5,307	24	0.5	4,261	80.3	305	5.7	708	13.3	9	0.2
	1988-89	5,761	19	0.3	4,609	80.0	427	7.4	694	12.0	12	0.2
Property – Contre la propriété	1984-85	17,042	69	0.4	14,263	83.7	447	2.6	2,212	13.0	51	0.3
	1985-86	22,953	57	0.2	18,957	82.6	731	3.2	3,161	13.8	47	0.2
	1986-87	24,021	33	0.1	19,954	83.1	887	3.7	3,113	13.0	34	0.1
	1987-88	22,557	38	0.2	18,567	82.3	853	3.8	3,077	13.6	22	0.1
	1988-89	21,891	20	0.1	17,774	81.2	826	3.8	3,214	14.7	57	0.3
Other *Criminal Code* – Autres au *Code criminel*	1984-85	1,202	8	0.7	939	78.1	64	5.3	180	15.0	11	0.9
	1985-86	2,648	13	0.5	2,113	79.8	129	4.9	388	14.7	5	0.2
	1986-87	3,426	5	0.1	2,696	78.7	205	6.0	515	15.0	5	0.1
	1987-88	3,749	4	0.1	2,962	79.0	170	4.5	604	16.1	9	0.2
	1988-89	3,539	6	0.2	2,827	79.9	163	4.6	530	15.0	13	0.4
Drug related – Relative aux drogues	1984-85	881	5	0.6	754	85.6	21	2.4	100	11.4	1	0.1
	1985-86	1,782	2	0.1	1,526	85.6	48	2.7	203	11.4	3	0.2
	1986-87	1,886	3	0.2	1,596	84.6	61	3.2	224	11.9	2	0.1
	1987-88	1,691	–	–	1,446	85.5	36	2.1	203	12.0	6	0.4
	1988-89	1,540	1	0.1	1,319	85.6	47	3.1	172	11.2	1	0.1
YOA – LJC	1984-85	2	–	–	–	–	–	–	2	100.0	–	–
	1985-86	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	1986-87	378	1	0.3	261	69.0	11	2.9	105	27.8	–	–
	1987-88	1,919	–	–	1,295	67.5	50	2.6	569	29.7	5	0.3
	1988-89	1,973	3	0.2	1,386	70.2	47	2.4	525	26.6	12	0.6
Other Federal – Autres lois fédérales	1984-85	41	–	–	33	80.5	2	4.9	6	14.6	–	–
	1985-86	142	–	–	128	90.1	1	0.7	13	9.2	–	–
	1986-87	203	–	–	185	91.1	6	3.0	12	5.9	–	–
	1987-88	248	–	–	226	91.1	5	2.0	17	6.9	–	–
	1988-89	390	1	0.3	313	80.3	24	6.2	52	13.3	–	–

1 *Excludes Ontario for all years and the Northwest Territories since 1986-87.*
1 *Excluant l'Ontario pour toutes les années et les Territoires-du-Nord-Ouest depuis 1986-87.*
2 *Refers to the most significant decison rendered during the fiscal year. Decisions are ordered from most to least serious as follows: transfer to adult court; guilty; other decision (i.e. not fit to stand trial or abated); stay of proceedings, charges withdrawn, or transfer to other jurisdiction; not guilty or charges dismissed.*
2 *Désigne le jugement le plus sévère rendu à l'égard d'une personne pendant l'exercice financier. La liste des jugements classés par ordre décroissant de sévérité se lit comme suit: transféré à une cour pour adultes; coupable; autre jugement (c.-à.-d. incapable de subir un procès ou annulé); suspension des procédures, retrait des accusations ou transfert de compétence; non coupable ou rejet des accusations.*
3 *Refers to the most significant charge, that is, the most serious from the perspective of the final outcome of the case upon adjudication or disposition. Where a person or case has only one charge, it is defined as the most significant. Where more than one charge is linked to a person or case, two criteria are used to select one charge as the most significant: (1) decision of the court; and (2) the nature of the offence. Refer to "Youth Court Statistics", the Program's uncatalogued preliminary report for more details.*
3 *Désigne l'accusation la plus importante, c'est-à-dire, celle à l'égard de laquelle le tribunal a rendu la décision ou le jugement le plus sévère. Lorsqu'une seule accusation est portée contre un jeune ou qu'une cause ne comprend qu'une seule accusation cette dernière constitue l'accusation la plus importante. Lorsqu'au moins deux accusations sont portées contre un jeune ou qu'une cause comprend au moins deux accusations, on utilise deux critères pour déterminer quelle est l'accusation la plus importante: (1) le jugement rendu par le tribunal et (2) la nature de l'infraction. Voir "Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse", le rapport préliminaire non catalogué du Programme pour plus de détails.*
4 *Includes those transferred to other jurisdictions and all other types of decisions, i.e. not fit to stand trial or abated.*
4 *Y compris ceux qui sont transférés à d'autres juridictions et tous les autres jugements, c.-à.-d. incapable de subir un procès ou annulé.*
– *nil or zero*
– *nul ou zéro*

Table 3. Number of Young Persons Found Guilty[1] by Most Serious Disposition[2] and Age, 1984-85 to 1988-89

Tableau 3. Nombre de jeunes personnes reconnues coupables[1] selon la décision la plus grave[2] et selon l'âge, 1984-85 à 1988-89

Age / Âge		Total young persons found guilty / Total des jeunes personnes reconnues coupables	Most Serious Disposition – La décision la plus grave: Secure Custody / Garde en milieu fermé		Detain for treatment / Détention pour traitement		Open Custody / Garde en milieu ouvert		Probation	
		no. nbre	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%
Total	1984-85	18,254	1,118	6.1	54	0.3	1,461	8.0	9,604	52.6
	1985-86	26,352	2,545	9.7	45	0.2	1,856	7.0	13,830	52.5
	1986-87	28,827	3,015	10.5	47	0.2	2,532	8.8	15,103	52.4
	1987-88	28,757	2,979	10.4	28	0.1	2,709	9.4	14,730	51.2
	1988-89	28,228	2,921	10.3	28	0.1	2,741	9.7	14,472	51.3
12	1984-85	928	20	2.2	1	0.1	49	5.3	524	56.5
	1985-86	832	19	2.3	1	0.1	47	5.6	520	62.5
	1986-87	773	10	1.3	1	0.1	49	6.3	495	64.0
	1987-88	730	17	2.3	–	–	51	7.0	489	67.0
	1988-89	780	27	3.5	–	–	47	6.0	534	68.5
13	1984-85	2,107	60	2.8	2	0.1	134	6.4	1,173	55.7
	1985-86	2,058	85	4.1	1	–	130	6.3	1,273	61.9
	1986-87	1,887	94	5.0	3	0.2	164	8.7	1,159	61.4
	1987-88	1,800	87	4.8	–	–	169	9.4	1,128	62.7
	1988-89	2,036	92	4.5	2	0.1	191	9.4	1,304	64.0
14	1984-85	3,848	179	4.7	12	0.3	301	7.8	2,200	57.2
	1985-86	3,957	291	7.4	5	0.1	316	8.0	2,265	57.2
	1986-87	3,772	288	7.6	4	0.1	366	9.7	2,237	59.3
	1987-88	3,574	269	7.5	3	0.1	375	10.5	2,129	59.6
	1988-89	3,521	267	7.6	5	0.1	403	11.4	2,106	59.8
15	1984-85	5,202	365	7.0	16	0.3	403	7.7	2,917	56.1
	1985-86	5,592	477	8.5	11	0.2	461	8.2	3,192	57.1
	1986-87	5,715	579	10.1	11	0.2	578	10.1	3,222	56.4
	1987-88	5,526	540	9.8	7	0.1	565	10.2	3,108	56.2
	1988-89	5,278	495	9.4	7	0.1	578	11.0	2,967	56.2
16	1984-85	3,571	294	8.2	12	0.3	348	9.7	1,896	53.1
	1985-86	6,557	774	11.8	11	0.2	492	7.5	3,434	52.4
	1986-87	7,728	939	12.2	11	0.1	702	9.1	3,995	51.7
	1987-88	7,638	915	12.0	5	0.1	802	10.5	3,845	50.3
	1988-89	7,168	818	11.4	8	0.1	767	10.7	3,612	50.4
17	1984-85	2,404	183	7.6	11	0.5	217	9.0	796	33.1
	1985-86	7,087	874	12.3	15	0.2	396	5.6	3,017	42.6
	1986-87	8,730	1,082	12.4	17	0.2	660	7.6	3,911	44.8
	1987-88	9,060	1,093	12.1	13	0.1	711	7.8	3,949	43.6
	1988-89	8,969	1,169	13.0	4	–	729	8.1	3,829	42.7
> 17	1984-85	31	6	19.4	–	–	3	9.7	12	38.7
	1985-86	120	17	14.2	1	0.8	7	5.8	46	38.3
	1986-87	169	20	11.8	–	–	10	5.9	57	33.7
	1987-88	408	58	14.2	–	–	34	8.3	68	16.7
	1988-89	390	45	11.5	2	0.5	17	4.4	74	19.0
Other[4] – Autres[4]	1984-85	163	11	6.7	–	–	6	3.7	86	52.8
	1985-86	149	8	5.4	–	–	7	4.7	83	55.7
	1986-87	53	3	5.7	–	–	3	5.7	27	50.9
	1987-88	21	–	–	–	–	2	9.5	14	66.7
	1988-89	86	8	9.3	–	–	9	10.5	46	53.5

See footnotes at end of table.
Voir notes à la fin du tableau.

Table 3. Number of Young Persons Found Guilty[1] by Most Serious Disposition[2] and Age, 1984-85 to 1988-89 – Concluded

Tableau 3. Nombre de jeunes personnes reconnues coupables[1] selon la décision la plus grave[2] et selon l'âge, 1984-85 à 1988-89 – fin

Age / Âge		Total young persons found guilty / Total des jeunes personnes reconnues coupables	Most Serious Disposition – La décision la plus grave: Fine / Amende		Community Service order / Ordonnances de travaux communautaires		Other[3] / Autres[3]		Absolute Discharge / Libération inconditionnelle	
		no. nbre	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%
Total	1984-85	18,254	2,657	14.6	1,177	6.4	427	2.3	1,331	7.3
	1985-86	26,352	4,446	16.9	1,601	6.1	231	0.9	1,379	5.2
	1986-87	28,827	4,315	15.0	1,762	6.1	236	0.8	1,413	4.9
	1987-88	28,757	4,542	15.8	1,807	6.3	292	1.0	1,270	4.4
	1988-89	28,228	4,391	15.6	1,865	6.6	376	1.3	1,093	3.9
12	1984-85	928	69	7.4	72	7.8	30	3.2	133	14.3
	1985-86	832	57	6.9	67	8.1	13	1.6	95	11.4
	1986-87	773	37	4.8	68	8.8	12	1.6	93	12.0
	1987-88	730	35	4.8	61	8.4	6	0.8	66	9.0
	1988-89	780	21	2.7	80	10.3	9	1.2	51	6.5
13	1984-85	2,107	222	10.5	183	8.7	50	2.4	231	11.0
	1985-86	2,058	184	8.9	141	6.9	22	1.1	179	8.7
	1986-87	1,887	94	5.0	161	8.5	12	0.6	172	9.1
	1987-88	1,800	106	5.9	160	8.9	10	0.6	122	6.8
	1988-89	2,036	108	5.3	176	8.6	27	1.3	114	5.6
14	1984-85	3,848	413	10.7	272	7.1	76	2.0	320	8.3
	1985-86	3,957	390	9.9	309	7.8	38	1.0	274	6.9
	1986-87	3,772	269	7.1	307	8.1	42	1.1	215	5.7
	1987-88	3,574	242	6.8	288	8.1	38	1.1	175	4.9
	1988-89	3,521	212	6.0	296	8.4	45	1.3	163	4.6
15	1984-85	5,202	640	12.3	322	6.2	113	2.2	339	6.5
	1985-86	5,592	694	12.4	359	6.4	47	0.8	284	5.1
	1986-87	5,715	570	10.0	375	6.6	55	1.0	257	4.5
	1987-88	5,526	514	9.3	386	7.0	77	1.4	241	4.4
	1988-89	5,278	498	9.4	411	7.8	65	1.2	203	3.8
16	1984-85	3,571	547	15.3	163	4.6	70	2.0	168	4.7
	1985-86	6,557	1,107	16.9	374	5.7	43	0.7	245	3.7
	1986-87	7,728	1,202	15.6	396	5.1	53	0.7	312	4.0
	1987-88	7,638	1,199	15.7	419	5.5	55	0.7	297	3.9
	1988-89	7,168	1,104	15.4	412	5.7	106	1.5	252	3.5
17	1984-85	2,404	751	31.2	152	6.3	69	2.9	127	5.3
	1985-86	7,087	1,964	27.7	339	4.8	57	0.8	284	4.0
	1986-87	8,730	2,078	23.8	437	5.0	56	0.6	352	4.0
	1987-88	9,060	2,288	25.3	452	5.0	75	0.8	353	3.9
	1988-89	8,969	2,270	25.3	443	4.9	101	1.1	294	3.3
> 17	1984-85	31	7	22.6	1	3.2	1	3.2	–	–
	1985-86	120	30	25.0	5	4.2	3	2.5	5	4.2
	1986-87	169	55	32.5	13	7.7	4	2.4	9	5.3
	1987-88	408	157	38.5	39	9.6	29	7.1	16	3.9
	1988-89	390	168	43.1	39	10.0	21	5.4	13	3.3
Other[4] – Autres[4]	1984-85	163	8	4.9	12	7.4	18	11.0	13	8.0
	1985-86	149	20	13.4	7	4.7	8	5.4	13	8.7
	1986-87	53	10	18.9	5	9.4	2	3.8	3	5.7
	1987-88	21	1	4.8	2	9.5	2	9.5	–	–
	1988-89	86	10	11.6	8	9.3	2	2.3	3	3.5

1 *Excludes Ontario for all years and the Northwest Territories since 1986-87. Refers to those with the most significant decision of "guilty" only.*
1 *Excluant l'Ontario pour toutes les années et les Territoires-du-Nord-Ouest depuis 1986-87. Désigne seulement ceux qui ont obtenu le plus important jugement de culpabilité.*
2 *Refers to the most significant disposition for a person or case. The seriousness of the disposition is determined by the effect it has on the young person. Dispositions are ordered from most to least serious as follows: secure custody; detention for treatment; open custody; probation; fine; compensation; pay purchaser; compensation in kind; community service order; restitution; prohibition, seizure, or forfeiture; other dispositions; and absolute discharge.*
2 *Désigne la décision la plus sévère rendue à l'égard d'une personne ou d'une cause. La sévérité de la décision est déterminée par les conséquences qu'elle aura pour l'adolescent. Voici la liste des décisions classées par ordre décroissant de sévérité: garde en milieu fermé; détention pour traitement; garde en milieu ouvert; probation; amende; indemnisation; remboursement de l'acquéreur; indemnisation en nature; ordonnance de travaux communautaires; restitution; interdiction, saisie, ou confiscation; autres décisions; et libération inconditionnelle.*
3 *Includes prohibition, seizure, forfeiture and all other types of dispositions.*
3 *Y compris interdiction, saisie, confiscation et tout autre genre de décision.*
4 *Refers to all other young persons, including those for whom age is unknown.*
4 *Désigne toute autre jeune personne, y compris celle pour qui l'âge est inconnu.*
– *nil or zero*
– *nul ou zéro*

Statistics Canada Library
Bibliothèque Statistique Canada
1010056088

Table 4. **Percentage Distribution of Cases with Guilty Findings[1] Heard in Youth Courts by Multiple Dispositions Ordered, 1984-85 to 1988-89**

Tableau 4. **Répartition en pourcentage des causes avec verdict de culpabilité entendues par les tribunaux de la jeunesse selon des décisions multiples ordonnées, 1984-85 à 1988-89**

Dispositions Décisions	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
			no. – nbre		
Total cases with guilty findings :– Total des causes avec verdict de culpabilité	23,325	35,150	40,673	41,851	41,130
			percent – pourcentage		
secure custody and open custody – garde en milieu fermé et garde en milieu ouvert	0.4	0.6	0.6	0.6	0.6
secure custody and probation – garde en milieu fermé et probation	1.5	2.9	3.1	3.3	3.1
secure custody and other combination(s)* – garde en milieu fermé et autre(s) combinaison(s)*	0.8	1.4	1.5	1.5	1.8
secure custody only – garde en milieu fermé seulement	4.2	6.7	6.7	6.5	6.2
open custody and probation – garde en milieu ouvert et probation	2.8	3.5	4.7	4.7	5.4
open custody and other combination(s)* – garde en milieu ouvert et autre(s) combinaison(s)*	0.8	0.9	1.2	1.2	1.3
open custody only – garde en milieu ouvert seulement	6.5	5.5	6.1	6.6	6.6
probation and community service order – probation et ordonnances de travaux communautaires	11.6	14.3	13.1	13.2	13.3
probation and other combination(s)* – probation et autre(s) combinaison(s)*	10.2	10.7	10.9	11.2	11.5
probation only – probation seulement	30.5	24.8	25.6	23.7	22.8
community service orders and other combination(s)* – ordonnances de travaux communautaires et autre(s) combinaison(s)*	0.8	0.7	0.6	0.6	0.7
community service order only – ordonnances de travaux communautaires seulement	5.7	5.7	5.9	6.4	6.7
fine and other combination(s)* – amende et autre(s) combinaison(s)*	1.1	1.1	1.5	1.9	1.8
fine only – amende seulement	11.9	14.4	12.1	12.4	12.5
other[2] – autres[2]	4.6	2.4	2.3	2.3	2.4
absolute discharge – libération inconditionnelle	6.5	4.5	4.1	3.8	3.2

1 Excludes Ontario for all years and the Northwest Territories since 1986-87. Refers to those with the most significant decision of "guilty" only.
1 Excluant l'Ontario pour toutes les années et les Territoires-du-Nord-Ouest depuis 1986-87. Désigne seulement ceux qui ont obtenu le plus important jugement de culpabilité.
2 Refers to the dispositions of detain for treatment, prohibition, forfeiture, seizure, restitution, and compensation in dollars and in kind.
2 Désigne les décisions de détention pour traitement, interdiction, saisie, confiscation, remboursement et indemnisation en dollars et en nature.
* "Other combination(s)" refers to all other cases in which the disposition indicated was assigned with dispositons not displayed above.
* "Autre(s) combinaison(s)" désigne toutes les causes pour laquelle la décision indiquée a été assignée avec des décisions non présentées ci-haut.

Canada